

Le rôle du capital social dans la promotion de la croissance économique : mise en œuvre en Afrique Subsaharienne

The role of social capital in promoting economic growth: implementation in SUB-SAHARAN AFRICA

ETOGO NYAGA YVES PATRICE

Enseignant chercheur
Université de Ngaoundéré-Cameroun
Laboratoire d'Économie Appliqué (LEA)

BILKISSOU HADJARA

Doctorante
Université de Ngaoundéré-Cameroun
Laboratoire d'Économie Appliqué (LEA)

Date de soumission : 13/02/2025

Date d'acceptation : 15/03/2025

Pour citer cet article :

ETOGO NYAGA. Y.P. & BILKISSOU. H. (2025) « Le rôle du capital social dans la promotion de la croissance économique : mise en œuvre en Afrique Subsaharienne », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 3 » pp : 387- 407.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est de faire une analyse du rôle du capital social sur la promotion de la croissance économique en Afrique Subsaharienne. Pour ce faire, nous avons utilisé les GMM (Méthode des Moments Généralisés) en panel dynamique pour examiner la validité du lien entre le capital social et la croissance économique sur une période allant de 2003 à 2023. Les principaux résultats obtenus montrent de façon globale que le capital social affecte positivement la croissance économique en Afrique Subsaharienne. De façon spécifique, les résultats obtenus montrent que les canaux de transmission du capital social affectent négativement la croissance économique dans les pays en voies de développement moins avancés. Dans les pays en voies de développement avancés par contre, ces canaux affectent positivement la croissance économique. Nos résultats soulignent ainsi l'importance d'améliorer d'accès au service de santé et à la qualité des institutions pour les pays en développement n'ayant pas de grandes capacités dans la formation des médecins de qualités et de mettre l'accent sur la qualité des institutions dont ils en manquent cruellement d'expertises en matières.

Mots Clés : Capital Social ; Croissance Économique ; Afrique Subsaharienne ; Accès au service de santé ; Qualité des institutions.

Abstract

The aim of this article is to carry out the role of social capital in promoting economic growth in Sub-Saharan Africa. To do this, we used dynamic panel GMM (Generalized Method of Moments) to examine the validity of the link between social capital and economic growth over a period from 2003 to 2023. The main results obtained show overall that social capital positively affects economic growth in Sub-Saharan Africa. Specifically, the results obtained show that social capital transmission channels negatively affect economic growth in less advanced developing countries. In advanced developing countries, on the other hand, these channels positively affect economic growth in Sub-Saharan Africa. Our results thus highlight the importance of improving access to health services and the quality of institutions for developing countries that do not have great capacity in training quality doctors and of emphasizing the quality of institutions for which they seriously lack expertise in these areas.

Keywords: Social Capital ; Economic Growth ; Sub-Saharan Africa ; Access to Health Service ; Quality of institutions.

Introduction

L'une des principales préoccupations des études sur la croissance économique est de savoir pourquoi le niveau du PIB et le taux de croissance diffèrent autant d'un pays à l'autre. Cette différence provient de l'éducation, la confiance, l'appartenance à un groupe ethnique et de l'accès à un emploi (Della Giusta ; 2010). Dans ce sens, la culture civique, ainsi que les réseaux résultant de la famille, de l'école et de la religion peuvent créer un climat social agréable, ce qui aura sûrement une incidence sur les performances économiques et la durabilité de la croissance (Gleaser et al., 2002).

La relation entre capital social et croissance n'est pas nouveau et remonte au moins à Hanifan (1916), qui a souligné l'importance de la participation communautaire dans l'amélioration de la performance scolaire. Ainsi, selon la définition de François Perroux (1966), la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension pour une nation donnée : le produit global brut ou net en termes réels. Elle peut donc être assimilée à l'augmentation de la production et de la richesse et se mesure par la variation du PIB. Quant à Hanifan (1916), il définit le capital social comme l'ensemble des substances tangibles qui comptent le plus dans la vie quotidienne des gens à savoir, la bonne volonté, la camaraderie, la sympathie et les relations sociales entre individus et familles.

L'étude du rôle des facteurs sociaux dans la croissance économique fait l'objet d'un regain d'intérêt dans la littérature économique (Rosenthal et Strange, 2004 ; Durlauf et Fafchamps, 2004). Plusieurs travaux cherchent à expliquer que l'identité locale, l'intensité des relations développées entre les individus, les traditions de coopération, la confiance présentent des avantages significatifs (transmission d'informations, évitement de comportements déviants, résolution de problème d'agence, etc.) sur la croissance économique.

La contribution fondamentale de la littérature du lien entre capital social et croissance économique a été examinée par Putnam (1993) au cours des années 90. Dans cette investigation, l'auteur a trouvé une corrélation positive et significative entre la performance économique et le capital social, ou ce dernier est mesurée par le moyen d'indicateurs représentant le nombre d'organismes bénévoles, le nombre de lecteurs des journaux, la participation électorale et enfin le retard civique.

De plus, Fafchamps et Minten (2002) mènent une étude sur les commerçants d'aliments à Madagascar. Ils prennent comme mesure du capital social le nombre de commerçants connus et le nombre potentiels de commerçants informels. Ces auteurs observent que le capital social

affecte positivement et significativement la valeur totale des ventes qui entraîne une amélioration du niveau de vie puis contribue à la croissance économique.

En revanche, les travaux de Fomba Kamga (2008) s'intéressent aux contrats et au fonctionnement du marché du travail au Cameroun. Même s'ils n'insistent pas spécifiquement sur le capital social, ces travaux montrent que le recours au réseau social a un effet négatif et significatif sur la probabilité d'être recruté sous contrat, quelle qu'en soit la forme. En outre, il s'est intéressé au capital social basé sur l'ethnie et montre que dans le cas du Kenya et du Zimbabwe, le réseau social joue un rôle majeur dans l'explication du biais ethnique et de genre observé dans l'attribution des crédits aux entreprises. Ce biais se traduit au niveau macroéconomique par une baisse de la productivité et donc de la croissance. Dans un tel contexte, le capital social a un effet négatif sur la croissance économique Fomba Kamga (2008).

Dans le même sens, Narayan et Pritchett (1999) s'intéressent aux ménages ruraux en Tanzanie. Comme mesure du capital social, ils font usage d'un indice construit sur la base de l'appartenance à un groupe ethnique. En effet, ce qui est mis en valeur dans les travaux ce n'est pas la diversité ethnolinguistique mais plutôt la capacité à s'associer pour la réalisation de projets communs afin d'éliminer la pauvreté. Leurs résultats conduisent à des biais ethniques qui se traduisent par l'exclusion des minorités en fonction des secteurs d'activités.

Ainsi, De nombreux chercheurs conviennent que le capital social est l'un des déterminants le plus important dans la coordination et la réalisation de la croissance économique Gleaser et al (2002) alors que pour d'autres, le capital social reste un frein à la croissance (Fafchamps 2000 ; Fomba Kamga ; 2008).

De ce fait, les différents faits stylisés présentés et les différentes controverses observées sur les conclusions des auteurs donnent de se poser la question de recherche suivante : **quel est le rôle du capital social dans la promotion de la croissance économique en Afrique Subsaharienne ?** Ainsi, l'objectif de cet article est d'identifier les mécanismes par lesquels le capital social influence la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

Notre travail s'articule autour de deux grandes parties. La première partie met en évidence la revue de littérature sur le lien entre capital social et croissance économique tout en présentant les nouvelles théories de la croissance, les principales théories du capital social et les mécanismes par lesquels le capital social affecte la croissance économique. La deuxième partie porte sur la démarche méthodologique, l'interprétation et discussion des résultats suivis des recommandations de politique économique.

1. Le capital social et la croissance économique : Une revue de la littérature

1.1. Nouvelles Théories de la croissance et Théories du Capital social

1.1.1. Nouvelles Théories de la croissance : Capital social et croissance économique

La théorie de la croissance endogène soutient l'hypothèse selon laquelle le capital peut se transmettre des parents aux enfants et s'accumuler d'une génération à l'autre. Dans les travaux de Turnovsky et Fisher (1995), la croissance est assimilée à un phénomène auto-entretenu par l'accumulation de quatre facteurs qui sont la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Romer (1986) est venu réhabiliter cette hypothèse à travers un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités positives. La science, la recherche, l'éducation, sont des productions sociales génératrices d'externalités positives parce que la connaissance est, par définition, communiquée et partagée. Les facteurs capital et connaissances présentent des retombées élevées qui entraîne un rendement croissant qui alimente une progression auto-entretenu de l'activité économique.

Les Études menées par Lucas (1988) sur le capital humain constituent le centre de l'œuvre de deux économistes de l'école de Chicago, Schultz (1961) et Beker (1996). Le capital humain est l'ensemble des connaissances, qualifications, aptitudes d'un individu, qui sont des facteurs de production durables. Chaque individu est propriétaire d'un certain nombre de compétences qu'il valorise en les vendant sur le marché de travail pour produire un bénéfice en retour. Ainsi, le nombre d'années de scolarisation est un facteur non négligeable à la stimulation de la croissance.

En mettant en relation le capital humain et le capital social dans la croissance économique, il est désormais bien établi que l'éducation est l'un des déterminants majeurs de multiples formes de capital social. Il n'est donc pas surprenant qu'un des premiers ouvrages sur le capital social touche à l'éducation (Hanifan, 1916). De plus, le sociologue James Coleman (1988) valide cet argument en examinant l'acquisition de connaissances à travers l'existence de multiples formes de relations de soutien entre parents, éducateurs et élèves fréquentant la même école. Ces relations de soutien peuvent prendre la forme d'aide pour les devoirs, d'activités parascolaires ou encore de participation directe des parents aux activités de l'école et d'aide aux familles et aux enfants en difficultés.

1.1.2. Les principales Théories du capital social

Cette partie passe en revue les principales théoriques du capital social. Depuis les théories classiques de Coleman (1988) et Bourdieu (1986), aux théoriques modernes de Putnam (2000) et de Burt (2000), les dimensions issues du rapprochement de ces approches restent les

mêmes : la dimension normative, la dimension structurelle et la dimension cognitive du capital social à travers lesquelles nous ferons une opérationnalisation du concept.

❖ La dimension normative

Fréquemment utilisée dans le domaine de l'éducation, on la retrouve principalement dans les travaux de Coleman (1988) et Putnam (2000). Coleman (1988) a une vision fonctionnaliste et instrumentale du capital social. D'une part, il voit les ressources sociales comme un moyen et un effet de la réussite des individus. D'autre part, il soutient que les individus choisissent de les utiliser en fonction des objectifs qu'ils veulent. Il est d'ailleurs le premier à mettre en relation capital social et réussite scolaire : l'augmentation du capital social doit ainsi permettre de développer le capital humain des individus. Il souligne également le potentiel du concept de capital social comme piste d'action éventuelle dans un objectif de réussite scolaire. Sous l'éclairage de l'approche de Coleman (1988), l'individu est un être rationnel dont les choix sont guidés par son intérêt.

Son approche du capital social repose sur les notions de cohésion sociale, de confiance et de réciprocité. L'idée de cohésion sociale est au cœur de sa recherche. Elle se traduit par une proximité relationnelle et un partage marqué des mêmes normes et valeurs, codes et symboles culturels, et maintient la confiance à un niveau élevé. Il s'agit de l'un des aspects les plus intéressants de la vision de Coleman. Les normes et valeurs se traduisent par un ensemble d'attentes et d'obligations communes qui vont maintenir un certain niveau de capital social à travers un contrôle social et donc une forte cohésion sociale (Coleman, 1988).

Dans le prolongement de la recherche, Putnam, (2000) reprend la notion de confiance et l'étend à celle de solidarité, entendue sous la forme de participation citoyenne ou encore d'engagement civique. Tout en s'inspirant grandement du cadre conceptuel de Coleman (1988), il ajoute toutefois plusieurs nuances individuelles et collectives, et adopte une approche plus constructiviste que Coleman (1988) en s'intéressant aux conduites et à l'investissement des individus dans les associations. Les bénéfices de cet investissement ne sont pas individuels, mais sont perçus de manière commune et les retombées du capital social sont collectives (Putnam, 2000).

❖ La dimension structurelle

Pour Bourdieu, le capital social est un attribut du groupe d'appartenance de l'individu Dika et Singh, (2002), Kamanzi et al., (2007), et il est principalement hérité de la classe ou du groupe social d'appartenance de l'élève (Bourdieu, 1986). Il avance ainsi que les élèves ne sont pas égaux face au capital social (dans son accès et dans sa mobilisation). L'approche de Bourdieu

pèche par excès de déterminisme (Kamanzi et al., 2008). Sa théorie propose une vision relativement figée et repose sur l'idée d'un réseau peu mouvant au sein duquel le facteur déterminant est la classe sociale (Bourdieu, 1986). Or, plusieurs études permettent de nuancer son propos et incitent à tenir compte de certains aspects de la mobilité sociale (Boudon, 2003 ; Duru Bellat, 2003). Certes, la classe et l'origine sociale d'un individu peuvent influencer son capital social mais ne le déterminent pas entièrement.

Les économistes Burt (2000) et Lin (2000) proposent une approche qui s'éloigne des approches économiques traditionnelles centrées sur l'individu, et ancrent l'activité dans les relations sociales ou plus spécifiquement dans les réseaux sociaux auxquels appartiennent les acteurs. Selon ces auteurs, la relation est à la base de la mobilisation du capital (Burt, 2000), elle en constitue l'ossature principale. Cette appréhension inductive du concept fait la distinction entre trois dimensions majeures du capital social : les ressources sociales (vues comme le capital social), l'accès aux ressources, à partir de la position de l'individu dans son environnement et la mobilisation effective de ces ressources (Lin, 2000).

❖ **La dimension cognitive**

Cette troisième dimension est issue des théories de l'organisation (Hermans et Lederer, 2009). La dimension cognitive du capital social a trait à la communication et à la compréhension commune, et met l'accent sur les éléments liés au système de croyances des individus tels que les normes et valeurs personnelles, les significations, les représentations et les interprétations des acteurs (Nahapiet et Ghoshal, 1998). Autant d'éléments qui vont jouer sur la conduite des acteurs en interaction, sur leur motivation et leur propension à collaborer (Grootaert et Bastelaer, 2002). Elle conserve toutefois de l'importance en ce sens que les représentations sont parfois plus importantes que les actes eux-mêmes dans le cadre du capital social (Deniger, 2011).

1.2. Relation Empirique entre capital social et croissance économique : Les mécanismes par lesquelles il contribue à la Croissance Economique

Il s'agit ici de présenter les mécanisme par lesquels le capital social affecte la croissance économique.

❖ **Capital social et l'éducation**

Dans ses travaux, Schultz (1961) a démontré que les connaissances et les compétences représentent une forme de capital social, et qu'il est le produit d'un d'investissement délibéré. Schultz (1961) explique l'augmentation du PIB des pays développés par l'investissement dans

le capital humain. Il fait également un lien direct entre l'augmentation de l'investissement dans le capital humain, et l'augmentation des revenus des travailleurs.

L'éducation contribue aussi à la cohésion sociale en fournissant des connaissances sur les contrats sociaux entre individus et entre États et individus ; elle renforce les comportements attendus dans le cadre des contrats sociaux, en partie par les expériences d'hétérogénéité sociale qu'ont les élèves dans les écoles elles-mêmes et permet de mieux appréhender les conséquences à attendre d'une rupture des contrats sociaux (Schuller 2001).

❖ **Capital social et l'appartenance à un groupe ethnique**

Les études spécifiques au continent africain sont rares même si cela n'est pas aisément perceptible. Les travaux les plus anciens portant sur les effets du capital social sur la croissance économique en Afrique sont ceux de Easterly et Levine (1997) qui ont mis en évidence le rôle de l'hétérogénéité ethnique notamment la fraction ethnolinguistique dans la croissance des pays d'Afrique subsaharienne. Ces travaux montrent que des pays dans lesquels l'homogénéité ethnolinguistique est faible sont susceptibles de présenter de mauvaises performances en termes de croissance économique. Dans ce sens, le capital social est identifiable à l'homogénéité ethnolinguistique. On en déduit donc, selon les travaux d'Easterly et Levine (1997) que les pays africains ont un capital social faible, ce qui peut justifier leur retard en termes de croissance.

Dans le même sens, Fafchamps (2000) s'est intéressé au capital social basé sur l'ethnie et montre que dans le cas du Kenya et du Zimbabwe, le réseau social joue un rôle majeur dans l'explication du biais ethnique et de genre observé dans l'attribution des crédits aux entreprises. Ce biais se traduit au niveau macroéconomique par une baisse de la productivité et donc de la croissance. Dans un tel contexte, le capital social a un effet négatif sur la croissance économique. Cependant, le recours au capital social permet également d'expliquer l'existence d'échanges efficaces en cas de défaillance des marchés.

❖ **Capital social et Confiance**

La confiance est indispensable dans une collaboration internationale, mais elle peut être perturbée par les différences culturelles existantes entre partenaires étrangers. Le capital social permet tout d'abord de développer son propre sens de confiance. La famille, l'école, la communauté locale, l'entreprise, la société civile ou encore l'appartenance ethnique sont autant de sources permettant de développer son capital social et d'établir des relations basées sur la confiance (OCDE, 2001).

Ainsi, la collaboration crée une importante interdépendance entre les parties, qui redoutent un comportement opportuniste. C'est cette incertitude qui fait apparaître le besoin de confiance entre les partenaires (Skander, 2010). Dans une collaboration internationale, le contexte d'incertitude est accru et les mécanismes de contrôle plus difficiles à mettre en place (Fink et Kraus, 2007). Les différences culturelles viennent aussi perturber le développement de la confiance (Steensma et al., 2000). Deux facteurs peuvent cependant modérer cette relation négative entre l'importance des différences culturelles et le niveau de confiance, le capital humain (St-Pierre et al., 2013) et le capital social (OCDE, 2001 ; Johanson et Vahlne, 2009). Dans ce sens, Adler et Kwon (2002) ajoutent la solidarité. Celle-ci permet de réduire les besoins de contrôle formel et d'accéder à une information plus riche. La solidarité se retrouve particulièrement dans les réseaux fermés où les liens forts et la confiance prédominent.

❖ Capital social et Emploi

Dans la mesure où les réseaux sociaux constituent un cadre propice au développement des liens et des contacts sociaux, ils exercent une influence déterminante sur les processus d'insertion sur le marché des emplois. Pour Granovetter (1973), les réseaux sociaux contribuent à la structuration du marché d'emploi. De façon particulière, ils interviennent dans la structuration du marché de l'emploi, car ils influencent à la fois les attitudes et le comportement de l'employeur et du demandeur d'emploi.

Abordant la même question du capital social sur le marché du travail au Canada, Erickson (2001) a étudié l'impact des réseaux sur le comportement des employeurs pendant le recrutement. Elle a constaté que ces derniers recherchent des candidats ayant un capital humain (scolarité) élevé, mais qu'ils affichent beaucoup d'intérêt pour les candidats jouissant d'un capital social riche dans les réseaux qui entourent l'entreprise. Erickson (2001) a surtout remarqué que le capital social avait un impact plus significatif pour les postes de hauts cadres dans la hiérarchie de l'entreprise, comme ceux de managers et d'agents commerciaux. Plus les candidats aux postes de managers démontrent qu'ils appartiennent à des réseaux externes à l'entreprise qui présentent des intérêts pour elle, plus les probabilités d'être recrutés à ces postes sont enlevées. De plus, une étude réalisée auprès de 50 femmes récemment arrivées de l'Asie du sud à Toronto, explore le rôle du capital social par rapport à l'expérience de ces femmes dans la recherche de l'emploi (George et Chaze, 2009). Les résultats ont montré que le capital social préexistant facilite la recherche de l'emploi mais le capital social auto-créé offre plus de possibilités et de chances à ces femmes de trouver un emploi plus approprié en fonction de leurs domaines d'expertise.

En revanche, les travaux de Fomba Kamga (2008) s'intéressent aux contrats et au fonctionnement du marché du travail au Cameroun. Même s'ils n'insistent pas spécifiquement sur le capital social, ses travaux montrent que le recours au réseau social a un effet négatif et significatif sur la probabilité d'être recruté sous contrat, quelle qu'en soit la forme.

❖ Canal de transmission par la Qualité des institutions

Parlant de la croissance économique, il existe une littérature considérable sur le rôle du capital social dans l'amélioration de la qualité institutionnelle. Dans ce sens, Olson (1982) et North (1990) montrent que la qualité des institutions est un important déterminant de la croissance économique. Ainsi, les bonnes institutions seront les règles formelles et informelles qui restaurent un climat de confiance dans les échanges et réduisent les coûts de transaction, alors que les autres s'identifieront aux mauvaises institutions.

De plus, Knack et Keefer (1997) ont utilisé des indicateurs institutionnels pour mesurer les risques-pays tel que le risque d'expropriation, les règles du droit, la répudiation des contrats par le gouvernement, la corruption gouvernementale et la qualité de la bureaucratie. Les auteurs constatent que les pays dotés de bonnes institutions et protégeant les droits de propriétés sont ceux qui enregistrent des taux de croissance économique plus élevés. Dans ce cas, les institutions ne sont pas seulement les droits, obligations et responsabilités, mais elles dépendent également de la confiance respective des acteurs Zak and Knack (2001).

❖ Canal de transmission de l'Access au service de santé

La santé représente l'une des conditions essentielles du bien-être et de la capacité productive de tout individu. Selon Putnam(2000), il existe une forte relation positive entre l'indice de santé publique et l'indice de capital social, ainsi qu'une relation négative entre l'indice de capital social et l'indice global des causes de mortalité. Dans ce sens, l'auteur souligne que les effets positifs de l'intégration et du soutien sociaux rivalisent avec les effets de risques connus pour la santé comme le tabagisme, l'obésité, l'hypertension et l'inactivité physique. Bref, les preuves des effets de l'intégration sociale sur la santé sont, statistiquement parlant, très fortes Putnam, (2000). Le capital social serait donc un indicateur de la santé d'un pays aussi important que le taux de chômage, le produit intérieur brut ou les conditions environnementales (Putnam, 2000).

S'inspirant de ces études, Kawachi (1999) a établi une corrélation positive entre le capital social et l'état de santé en utilisant des indicateurs comme le taux de mortalité et l'état de santé autoévalué. Hyypä et Mäki (2001) ont conclu que la plus grande longévité de la vie active des Finlandais de langue suédoise semble être associée aux réseaux sociaux qu'ils

instaurent et que les personnes affichant des liens sociaux faibles ou inexistants étaient plus susceptibles de mourir prématurément que celles jouissant de solides liens.

2. Démarche Méthodologique

Il s'agit ici de présenter la nature et source des données et les différents modèles économétriques auxquels on s'appuie.

2.1. Problèmes de mesure, solution et source de données

La mesure du capital social est un véritable challenge en ce sens qu'elle dépend du contenu que l'on donne à la notion, mais également du niveau d'analyse microéconomique ou macroéconomique. La littérature présente ainsi une kyrielle d'indicateurs utilisés dans ce cadre. A ce sujet, les travaux de Durlauf et Fafchamps (2004) nous montrent l'étendue de la diversité des mesures utilisées. Pour pallier ces limites et tenir compte du caractère multidimensionnel du capital social nous proposons de faire usage respectivement de l'analyse en composante principale et de l'analyse factorielle pour construire un indicateur synthétique du capital social. L'usage de l'analyse en composante principale permet de retenir les trois dimensions du capital social à savoir la dimension structurelle mesurée par la relation familiale, la dimension relationnelle mesurée par les cotisations sociales expliquées par la confiance dans la littérature et la dimension cognitive mesurée par la liberté Ethnique et civil. Ainsi, l'analyse en composante principale (ACP) a été effectuée à partir des variables telles que la Relation Familiale, la Cotisation Sociale et liberté Ethnique et civil.

2.1.1. Méthode d'estimation

Le model de Solw-Swan (1956) augmenté du capital social est estimé en donnée de panel à l'aide de la Méthode des Moments Généralisé (MMG) en système. Ce choix méthodologique se justifie par la capacité de la méthode GMM en système à gérer efficacement l'endogénéité simultanée et les variables omises, la méthode des MMG convient à des structures de données de panel dans laquelle la période d'étude (T) est inférieure à la taille de l'échantillon (N) ($N > T$). De plus, elle est reconnue pour sa robustesse face à l'hétéroscédasticité, permettant ainsi de s'adapter aux variations non constantes des erreurs.

2.1.2. Spécification du Modèle économétrique reliant le capital social a la croissance économique et tableau de signe

Le modèle théorique auquel on se base dans ce travail est le modèle de croissance exogène le plus connu qui est celui de Solow (1956). Ce modèle a connu quelques limites et ont été par la suite élevées par Romer (1986) et Kaldor (1962). Une nouvelle théorie de la croissance fut

développée, celle de la croissance endogène en prenant en compte différents facteurs pouvant agir sur la croissance tout en incorporant diverses variables dans la fonction de production.

$$y = A. K^\eta k^\alpha \quad \text{où } A = A_0 \left(\frac{K}{L}\right)^\gamma \quad \text{ainsi } Y = A_0 \left(\frac{K}{L}\right)^\gamma K^\alpha L^{1-\alpha} \quad (1.1)$$

Si les paramètres $\eta + \alpha = 1$, il y a donc stabilité du sentier de croissance. Le modèle croissant endogène se présente comme suit : $Y_t = A_0. KS_t^{\alpha_1} EDUC_t^{\alpha_2} EMP_t^{\alpha_3} QIN_t^{\alpha_4} ACSS_t^{\alpha_5} e^\mu$ (1.2)

La spécification empirique est une transposition du modèle endogène théorique. Le modèle est alors spécifié en données de panel afin de tenir compte de l'hétérogénéité temporelle et individuelle constatée dans l'analyse descriptive. La forme générale étendue retenu dans le cadre de ce travail est suivante :

$$(\ln Gdp_{it}) = \alpha_0 + \alpha_1(\ln GDP_{it-1}) + \alpha_2 \ln KS_{it} + \alpha_3 \ln X_{it} + \mu_{it} \quad (1.3)$$

Avec i la dimension individuelle d'un pays, t la dimension temporelle en année, et $\alpha_0, \alpha_1, \alpha_2$ et α_3 les paramètres du modèle. Le Gdp_{it} représente l'évolution du PIB réel, le KS_{it} représente le vecteur des variables d'intérêt, X_{it} le vecteurs des variables de contrôle et μ_{it} le terme d'erreur et en fin GDP_{it-1} l'inclusion en terme autorégressifs qui se justifie le fait que la croissance économique est un processus dynamique et donc le niveau de croissance passe ou antérieure est susceptible d'influencer son niveau présent.

Tableau des Signes attendus

TABLEAU 1 : PRESENTATION DES VARIABLES DU MODELE ET SIGNES ATTENDUS

Variables	Définitions	Mesures et Sources	Signe
CRE	Croissance économique	Mesurée par le taux de croissance annuel en pourcentage du PIB aux prix de marché, basé sur la monnaie locale constante. (GDP growth (annual %)). Dans WDI.	+
RF	Relation Familiale	Mesuré par les travailleurs familiaux contributeurs qui occupent des emplois indépendants. Dans WDI.	+
CS	Cotisation Sociale	Mesuré par les cotisations de sécurité sociale versées par les salariés, les employeurs et les travailleurs indépendants, ainsi que d'autres cotisations dont la source ne peut être déterminée. Dans WDI.	+
LIETC	Liberté Ethnique et civil	Mesurée par l'indice de Liberté Ethnique et civile. Dans WDI.	+/-
CSO	Capital Social	Mesurer le produit entre le RF,CS, MSO et LIETC. Dans WDI.	+
QINS	Qualité des institutions	Mesurée par l'efficacité du Gouvernement. Dans WDI.	+
EDUC	Education	Mesuré par les Dépenses publiques en matière d'éducation, total (% du PIB). Dans WDI.	+

EMPL	Emploi	Mesurée par les employeurs, total (% de l'emploi total). Dans WDI.	+/-
ACSS	Accès aux services de santé	Mesuré par le nombre des médecins, les praticiens généralistes et spécialistes pour 1000 habitants. Dans WDI.	+
CSO*QINS	Variable interactive	Mesurer le produit entre le capital social et la qualité des institutions. Dans WDI.	+
CSO*ACSS	Variable interactive	Mesurer le produit entre le capital social et Accès aux services de santé. Dans WDI.	+

Source : auteur à partir de la littérature et de la WDI (2024)

2.2. Présentation et interprétations des résultats : Résultats de Base et Analyse de la sensibilité des résultats

L'objectif de ce sous-paragraphe est de présenter les résultats et les interprétations de l'effet du capital social sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne selon les estimations du modèle linéaire et la sensibilité à travers les canaux de transmissions.

Tableau 2 : Résultats des Estimations du modèle de Base et de la sensibilité à travers les canaux de transmission

Variabes	Model de base (1)	Canal 1 (2)	Canal 2 (3)	Marginaux (4)	PEDMA (5)	Canal 1 (6)	Canal 2 (7)	PEDA (8)	Canal 1 (9)	Canal 2 (10)
CRE	0,2519*** (0,00797)	0,2443*** (0,0782)	0,2578*** (0,0112)	0,2519*** (0,00797)	0,1288 *** (.01954)	0,1124** (0,0502)	0,1454*** (0,0213)	0,14501 (0,1080)	0,1303 (0,2917)	0,2103** (0,1417)
CSO	0,1263* (0,0664)	0,1202* (1,2064)	0,0923* (0,0514)	0,1263* (0,0664)	0,1875* (0,1069)	0,23496* (0,1323)	0,2965 (0,2590)	0,1119 (0,0958)	1,2566 (1,0257)	2,6566** (0,0657)
QINS	1,5124** (0,73942)	1,3673 (0,0155)	1,6382 (1,0603)	1,5124** (0,73942)	4,6809* (2,7217)	6,2783 (5,7918)	6,6477* (3,9234)	2,4388 (3,4035)	10,649 (6,8157)	9,4694 (4,7657)
EDUC	0,07138*** (0,01402)	0,0620*** (0,0155)	0,0625*** (.01479)	0,07138*** (0,01402)	0,0218 (0,0227)	0,0247 (0,0296)	0,0023 (0,0233)	0,01293 (0,0418)	0,0307 (0,0531)	0,09714 (1,0831)
EMPL	0,11760*** (0,01853)	0,1141*** (0,0178)	0,1516*** (0,0246)	0,11760*** (0,01853)	0,1750*** (0,0169)	0,1678*** (0,0195)	0,1603*** (0,02085)	0,29347** (0,1221)	0,27932** (0,1214)	0,2933** (0,0241)
ACSS	1,6480 (1,0094)	1,1619 (1,3220)	0,9378 (2,1194)	1,6480 (1,0094)	1,2030 (2,6192)	1,1492 (4,2987)	1,4883 (4,5369)	-7,1584 (15,8530)	-29,3300 (28,0802)	12,4300** (10,0804)
CSO*QINS	//	0,0464 (0,0450)	//	0,0464** (0,0450)	//	-0,0641 (0,1561)	//	//	0,76417* (0,4389)	//
CSO*ACSS	//	//	0,0025 (0,0020)	0,0025 (0,0020)	//		-1,3419*** (0,3754)	//	//	2,6641** (0,6769)
Constante	-1.1966 (1,5784)	-0,2391 (1,8404)	//	-1.1966 (1,5784)	0,52550 (2,6660)	0,1302 (4,3584)	3,0351 (3,6512)	//	//	//
Observation	580	580	580	//	340	340	340	240	240	240
Instruments	14	14	14	//	14	14	14	14	14	14
Pays	39	39	39	//	23	23	23	16	16	16
Sargan (Prob > chi2)	25,0253 (0,9331)	25,2158 (0,9293)	27,3674 (0,8761)	//	10,0719 (1,0000)	10,73005 (1,0000)	11,27687 (1,0000)	5,9261 (1,000)	5,0705 (1,0000)	5,0905 (1,0000)
Waldchi2(6) (Prob chi2)	1263,53 (0,0000)	787,89 (0,0000)	6322,43 (0,0000)	//	167,43 (0,0000)	364,42 (0,0000)	89,80 (0,0000)	15,72 (0,0153)	435,87 (0,0000)	145,88 (0,0000)
AR (1) (Prob > z)	-3,4603 (0,0005)	-3,4766 (0,0005)	-3,4931 (0,0005)	//	-2,8498 (0,0044)	-2,5459 (0,0109)	-2,9585 (0,0031)	-1,6175 (0,1058)	-0,9092 (0,3632)	-0,9192 (0,3922)
AR (2) (Prob > z)	-1,6791 (0,931)	-1,6797 (0,930)	-1,6477 (0,0994)	//	-1,6757 (0,938)	-1,7168 (0,0860)	-1,6153 (0,1062)	-1,1493 (0,2504)	-1,4691 (0,1418)	-1,4005 (0,1408)

Source : Nos analyses

Note : Les valeurs entre parenthèses et les astérisques (*, **, ***) traduisent respectivement les t-student associés à chaque variable et la significativité aux seuils respectifs de 10%, 5%, 1%.

2.2.1. Effet du capital social sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne : Modèle de base ou Modèle 1

Le modèle de base qui est représenté par le modelé 1 nous donne les résultats des estimations de l'effet du capital social sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne. A travers ces résultats empiriques obtenus, nous remarquons que la variable « capital social » est positive et significative au seuil de 10%. De ce fait, elle influence positivement et significativement la croissance économique en Afrique Subsaharienne. Ainsi, Toute chose étant égale par ailleurs, l'augmentation d'un point du capital social entraine une augmentation de 0,2519 point de croissance économique en Afrique Subsaharienne.

Ces résultats corroborent avec les travaux de Grootaert et Van-Bastelaer (2002) qui ont les mêmes résultats en travaillant le capital social et la croissance économique. Selon ces auteurs, le capital social affecte positivement la croissance économique en raison des interactions entre deux types distincts de capital social : structurel et cognitif. Comme le notent Grootaert et Van-Bastelaer (2002), le capital social structurel facilite le partage d'informations ainsi que l'action et la prise de décision collectives grâce à des rôles établis et à des réseaux sociaux complétés par des règles, des procédures et des précédents. Le capital social cognitif, quant à lui, fait référence à des normes, valeurs, confiance, attitudes et croyances partagées et constitue un concept plus subjectif et intangible. Krishna (2000) qualifie le premier type de capital social de « capital institutionnel » et le second de « capital relationnel ». Les deux formes de capital social sont souvent complémentaires. Par exemple, la coopération entre parents voisins repose sur un lien cognitif et peut également se traduire par un arrangement structurel formel s'ils sont tous deux profondément impliqués dans l'association parents-enseignants de l'école locale.

2.2.2. Effets de la Sensibilité du capital social à Travers les Canaux de Transmissions : Modèle 6, 7, 9, 8 et 10

L'étude distingue les pays les PMA et les PED. Cette distinction s'inspire des travaux de Zhu et Fu (2013), selon lesquels les effets de la dissidence politique peuvent varier d'un pays à l'autre, en fonction de leur niveau de développement. Le modèle 5 détermine le rôle du capital social sur la croissance économique des pays en voie de développement moins avancés (PEDMA) d'Afrique Subsaharienne. Le modèle 8 déterminer le rôle du capital social sur la

croissance économique des pays en voie de développement avancés (PEDA) d'Afrique Subsaharienne.

La lecture des résultats du modèle 6 dans le tableau ci-dessus montre que la variable d'interaction entre la qualité des Institutions et le capital social a un effet négatif sur la croissance économique. Malgré que le Capital Social agit positivement et de manière significative au seuil de 10% sur la croissance économique dans les pays en voie de développement moins avancés, l'interaction entre la qualité des Institutions et le Capital Social révèle un signe négatif, ce qui entraîne une diminution de la croissance économique en dans les pays en voie de développement moins avancés en Afrique Subsaharienne. A cet effet, l'augmentation d'un point de la variable d'interaction entre la qualité des Institutions et le Capital Social entraîne une diminution de 0,0641 point de la croissance économique. Ce résultat nous permet de conclure que la qualité des Institutions des pays en voie de développement moins avancés en Afrique Subsaharienne n'est pas suffisamment efficace pour contribuer au niveau de développement économique. Ainsi ce résultat rejoint l'approche historique de Daron Acemoglu et James Robinson (2012) selon laquelle l'évolution historique des institutions impacte le développement économique. Ils soutiennent que des institutions inclusives favorisent la croissance, tandis que des institutions extractives engendrent un ralentissement économique.

La variable d'interaction entre l'accès au service de santé et le capital social a un effet négatif et significatif au seuil de 1% sur la croissance économique. Autrement dit, le modèle 7 montre que l'interaction entre l'accès au service de santé et le capital social a un signe négatif et donc cette interaction ralentie la croissance économique. Ainsi, si le coefficient de la variable interactive augmente d'un point, la croissance économique diminue de 1,3419 point, toutes choses égales par ailleurs. Au regard de ce résultat, nous pouvons conclure que l'accès au service de santé est inefficace car il détériore la croissance économique en Afrique Subsaharienne. Dans ce sens, nous pouvons dire que la nécessité de concevoir les politiques de financement de la santé et de déterminer les investissements correspondants en tenant compte des interactions avec l'économie est une idée primordiale.

La lecture des résultats du modèle 9 dans le tableau ci-dessus montre que la variable d'interaction la qualité des Institutions et le capital social améliore la croissance économique dans les pays en voie de développement avancés en Afrique Subsaharienne. Comme le capital social agit positivement et de manière significative au seuil de 5% sur la croissance économique, la variable d'interaction la qualité des Institutions et le capital social révèle

également un signe positif, ce qui entraîne une augmentation de la croissance économique en Afrique Subsaharienne. A cet effet, lorsque la variable d'interaction entre la qualité des Institutions et le capital social augmente d'un point, de la croissance économique augmente de l'ordre de 0,76417 point, toutes choses égales par ailleurs. Ce résultat nous permet de conclure que la qualité des Institutions et le capital social sont complémentaires. Ce résultat est conforme à la théorie néo-institutionnaliste de Douglass North (1991), défend l'idée selon laquelle les institutions (définitions des droits de propriété, règles et normes) jouent un rôle crucial dans le développement économique.

Le modèle 10 révèle un effet positif de la variable d'interaction entre le capital social et l'accès au service de santé sur la croissance économique. Étant donné que le Capital Social agit positivement et de manière significative au seuil de 10% sur la croissance économique dans les pays en voie de développement avancés, il est visiblement clair selon cette étude que l'interaction entre et l'accès au service de santé et le capital social révèle d'un signe positif, ce qui entraîne une augmentation de la croissance économique en Afrique Subsaharienne. Dans ce sens, le coefficient associé à la variable interactive est de 2,6641, ce qui suggère qu'une augmentation d'un point de la variable d'interaction entre le capital social et l'accès au service de santé toutes choses égales par ailleurs, entraîne une hausse de la croissance de l'ordre de 2,6641 points. Ainsi, nous pouvons dire que l'accès au service de santé associé au capital social des pays en voie de développement avancés en Afrique Subsaharienne sont des éléments clés pour promouvoir la croissance économique. Ce résultat corrobore avec les conclusions de Bloom, Canning et Sevilla (2004) et Sala-i- Martin (2001) qui ont considéré la santé comme une des principales sources de la croissance économique.

Conclusion

L'objectif principal de cette étude est de mettre en évidence aussi bien du point de vue théorique que du point de vue empirique la pertinence de la notion du capital social au regard de la croissance économique en Afrique Subsaharienne. De ce fait, nous nous sommes inspirés d'un certain nombre d'outils économétriques pour affirmer que le capital social améliore la croissance économique en Afrique Subsaharienne. En effet, dans ce modèle, le capital social influence positivement et significativement au seuil de 1% la croissance économique en Afrique Subsaharienne. De façon spécifique, les résultats obtenus montrent que les canaux de transmission du capital social affectent négativement la croissance économique dans les pays en voies de développement moins avancés. Dans les pays en voies de développement avancés par contre, ces canaux affectent positivement la croissance

économique. Ainsi, il faut renforcer les relations sociales en réduisant les inégalités sociales à travers la réduction de la pauvreté et la suppression des écarts des revenus afin d'atteindre des objectifs du développement durable. De plus il faut s'assurer que l'analyse des mécanismes de l'accès au service de santé doit être menée de façon différenciée selon les contextes propres à chaque pays. Dans ce sens, il ne faut pas sous-estimer l'importance d'accès au service de santé et à la qualité des institutions pour les pays en développement n'ayant pas de grandes capacités dans la formation des médecins de qualité et de mettre l'accent sur la qualité des institutions dont ils en manquent cruellement d'expertises en matières.

Le présent travail pourrait être amélioré en prenant en considération les mesures alternatives de la croissance économique afin de le rendre plus robuste. Ainsi comme axe future, nous envisageons travailler sur l'effet du capital social sur le développement durable dans les pays en développement pour mieux cerner la notion du capital social dans la durabilité de la croissance, de la réduction des inégalités et la protection de l'environnement.

Référence Bibliographique

1. Article de revue

Adler, P. S. & Kwon, S. W. (2002). Social capital: Prospects for a new concept. *Academy of management review*, 27(1), 17-40.

Becker, B. & Gerhart, B. (1996). The Impact of Human Resource Management Onorganizational Performance: Progress and Prospects. *Academy of Management Journal*, 39, 779-801.

Bourdieu, (1986). Le capital social. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31, janvier 1980. Le capital social. pp. 2-3.

Boudon, (2003). Déclin de la morale ? Declin des valeurs ? Les conférences publiques de la CEFAN volume 27, numéro 2.

Burt, R.S. (2000). Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur. *Revue française de sociologie*, 599-628.

Coleman, J.S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American journal of sociology*, 94, S95-S120.

Della, G.M. (2010). Social Capital and Economic Development, *Economics Discussion Papers em-dp2010-02*, Department of Economics, University of Reading.

Dika, & Singh, (2002). Applications of Social Capital in Educational Literature: A Critical Synthesis, *Review of educational reseach*.

Douglass, N. (1991). Institutions. *Journal of Economic Perspectives* 5(1): 97–112, vol.5,no.1.

- Duru, B.** (2002). Inégalités sociales à l'École et idéologie méritocratique, persée.
- Durlauf, S. & Fafchamps M.** (2004). Social capital, Working paper, University of Wisconsin-Madison. Revue d'Économie Régionale et Urbaine RERU.
- Easterly, W. & Levine, R.** (1997). Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions. The quarterly journal of economics, 1203-1250.
- Erickson, P. M.** (2001). Contextual Teaching and Learning: Preparing Students for the New Economy. The Highlight Zone: Research@ Work No. 5.
- Fafchamps, M.** (2000). Ethnicity and credit in African manufacturing. Journal of Development economics, 61(1), 205-235.
- François, P.** (1966). Les espaces économiques de François Perroux (1950). Organisation de l'espace et aménagement du territoire dans l'économie et la géographie françaises au milieu du XX ème siècle. Revue d'Histoire des Sciences Humaines, 2003, 9, 81-102.
- Glaeser, E. L. La Porta, R. Lopez-de-Silanes, F. & Shleifer, A.** (2004). Do institutions cause growth? Journal of economic Growth, 9, 271-303.
- Granovetter, M. S.** (1973). The strength of weak ties. American journal of sociology, 78(6), 1360-1380.
- Grootaert, C. & Van Bastelaer, T.** (2002). Understanding and measuring social capital: A synthesis of findings and recommendations from the social capital initiative (Vol. 24). World Bank. Social Development Family, Environmentally and Socially Sustainable Development Network.
- Glaeser, H. Bhardwaj, R. K. Becquemont, L. Klotz, U. Gupta, S. K. & Fromm, M. F.** (2002). Piperine, a major constituent of black pepper, inhibits human P-glycoprotein and CYP3A4. Journal of Pharmacology and Experimental Therapeutics, 302(2), 645-650.
- Hanifan, L. J.** (1916). The Rural School Community Center. Annals of the American Academy of Political and Social Science, 67, 130-138.
- Hyypä & Mäki,** (2001). le capital social comme determinant de la santé, Gouvernement of Canada publications, 37pages.
- Johanson & Vahine,** (2009). The Uppsala internationalization process model revisited: From liability of foreignness to liability of outsidership Journal. Journal of International Business Studies, Volume 40, Numéro 9, Pages 1411-1431.
- Kamanzi, P. C. Claude, L. & Mylène, L.** (2008). La perception des politiques éducatives chez les directeurs d'école et les enseignants canadiens : l'influence de l'idéologie professionnelle. In revue Sociologie et sociétés vol. 40, no 1, printemps 2008, pp. 93-118.

- Kamanzi, C. Xiao, Y. Z. Lucie, D. & Marc-André, D.** (2007). L'influence du capital social sur la formation du capital humain chez les élèves résilients de milieux socioéconomiques défavorisés, August 2007. *Revue des sciences de l'éducation* 33(1):127
- Kawachi,** (1999). Social Capital and Community Effects on Population and Individual Health? *Annals of the New York Academy of Sciences: Volume 896, Issue 1*
- Knack, S. & Keefer, P.** (1997). Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation. *The Quarterly journal of economics*, 112(4), 1251-1288.
- Krishna, A.** (2000). Creating and harnessing social capital in P. Dasgupta & I. Serageldin (eds.), *Social Capital: A Multifaceted Perspective*, World Bank, Washington DC., pp. 71-93.
- Lin, N.** (2000). Inequality in social capital. *Contemporary sociology*, 29(6), 785-795.
- Lucas, R. E.** (1988). On the Mechanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economies*, 22, 3-42.
- Olson, M. H.** (1982). New information technology and organizational culture. *MIS quarterly*, 71-92.
- Nahapiet, J. & Ghoshal, S.** (1998). Social capital, intellectual capital and the organizational advantage. *Academy of Management Review*, 23 (2), 242-266.
- OCDE,** (2001). Effets de l'éducation et du capital social sur la croissance dans les pays de l'OCDE. *Revue économique de l'OCDE*, no 33(2), 59-110
- Putnam, R.** (1993). *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*. Princeton, Princeton University Press.
- Romer, P. M.** (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of political economy* 94.5 (1986): 1002-1037.
- Rosenthal, & Strange,** (2004). The attenuation of human capital spillovers *Journal of Urban Economics* Volume 64, Issue 2, September 2008, Pages 373-389.
- Fink, M. & Kraus, S.** (2007). Mutual trust as a key to internationalization of SMEs. *Management Research News*, 30(9), 674-688.
- Steensma, H. K. & Lyles, M. A.** (2000). Explaining IJV survival in a transitional economy through social exchange and knowledge-based perspectives. *Strategic management journal*, 21(8), 831-851.
- St. Pierre, E. A. & Lather, P.** (2013). Post-qualitative research. *International journal of qualitative studies in education*, 26(6), 629-633.
- Schultz, T. W.** (1961). Investment in human capital, collectif formation société, education permanente- cohesion sociale.

Schuller, T. (2001). Complémentarité du capital humain et du capital social. ISUMA Revue Canadienne de recherche sur les politiques, vol 2, n° 1, printemps.

Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. The quarterly journal of economics, 70(1), 65-94.

Turnovsky, S.J. & Fisher, W.H. (1995). Taxation, capital public et croissance : les méfaits du court-termisme économie et prévision pp. 63-72.

Woolcok, M. & Narayan, D. (2000). Social capital: implication for development theory, research and policy. The World Bank Research Observer, 15(2), pp. 225-49.

Zak, & Knack, (2001). Trust and growth. The economic journal, 111(470), 295-321.

Zhu, D. & Fu, C. (2013). The impact of social capital on consumer behavior in online communities Journal. Journal of Business Research Volume 66 Numéro 10 Pages 1826-1838

2. Ouvrages

Acemoglu, D. & Robinson, J. A. (2004), Institutions as the Fundamental Cause of Log Run Growth pp. 10-17.

Bloom, Canning, & Sevilla, (2004), Santé, richesse et bien-être. Finances & Développement Mars 2004

Hermans, & Lederer, (2009), The Paradox of Social Capital: a Look Through the Individual Rationality Proceedings of the 6th International Conference on Intellectual Capital, Knowledge Management & Organizational Learning ICICKM, McGill University, Montreal, October 2009.

Nicholas, K. (1962), Faits stylisés, progrès technique et croissance cumulative Par André Lorentz et Andrea Borsato Pages 265 à 284.

Sala-i, M. (2001), Les liens entre la santé et la croissance, FMI Bulletin, Volume 30, Numéro 16, 20 Aout 2001.

3. Thèse

Fomba, K. B. (2008) : « Contrat de travail et fonctionnement du marché du travail au Cameroun » Thèse de doctorat, PhD en Sciences Economiques non publiée, Université de Yaoundé-Soa

Skander, D. (2010) : « L'évolution de la confiance et du contrôle dans le cadre des partenariats public-privé conclus à l'échelle internationale » Thèses Montréal, Doctorat en Administration

Deniger, (2011) : « Obstacles à la persévérance scolaire d'adultes ayant des problèmes d'apprentissage lors de leur passage à l'éducation des adultes » Thèses et mémoires dirigés